

JEAN-LOUP IZAMBERT - CLAUDE JANVIER



# LE VIRUS ET LE PRÉSIDENT



ENQUÊTE SUR L'UNE DES PLUS  
GRANDES TROMPERIES DE L'HISTOIRE

PRÉFACE DU DR. PASCAL TROTTA

IS EDITION

**Retrouvez toutes nos actualités  
sur les réseaux sociaux :**

Facebook.com/isedition

Twitter.com/is\_edition

Instagram.com/is\_edition

© 2020 – IS Edition

51 rue du Rouet. 13008 Marseille

[www.is-edition.com](http://www.is-edition.com)

ISBN (Livre) : 978-2-36845-289-9

ISBN (Ebooks) : 978-2-36845-290-5

Responsable du Comité de lecture : Pascale Averty

Directrice d'ouvrage et corrections : Marina Di Pauli

Couverture / illustration(s) : Les Solot / © Grégory Roose (Pixabay)

Collection « Faits de société »

Directeur : Harald Bénoliel

*Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur, de ses ayants-droits, ou de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes de l'article L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.*

JEAN-LOUP IZAMBERT - CLAUDE JANVIER

# LE VIRUS ET LE PRÉSIDENT

Préface du Dr Pascal Trotta

ISEDITION

*À ceux qui ne sont pas vendus à Big Pharma.*

*Ils se reconnaîtront...*

## TABLE DES MATIÈRES

Préambule.....	6
Préface : Bas les masques !.....	10
Chapitre 1 : Macronavirus.....	14
Chapitre 2 : Mort programmée sur ordonnances.....	70
Chapitre 3 : Pour votre santé, plantez des tulipes.....	92
Chapitre 4 : Camouflage.....	106
Chapitre 5 : 11 400 milliards en secret.....	134
Chapitre 6 : Tableau de chasse des assassins financiers.....	162
Chapitre 7 : Les « écrasés ».....	187
Chapitre 8 : « Le guerrier », les endetteurs et les payeurs.....	218
À propos des auteurs.....	258
Des mêmes auteurs.....	259

## PRÉAMBULE

Au moment où ces lignes sont écrites, le jeudi 15 octobre 2020 en matinée, plusieurs perquisitions sont menées aux domiciles et bureaux de personnalités politiques, des ministres et ex-ministres ou représentants de l'État, qui ont été ou sont impliqués dans la gestion de la crise liée à la Covid-19 : l'ancien Premier ministre, maire du Havre, Édouard Philippe, le ministre de la Santé, Olivier Véran, l'ancienne ministre de la Santé, Agnès Buzyn, et l'ancienne porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye. De même, des perquisitions sont menées chez le directeur général de la santé, Jérôme Salomon, et chez la directrice générale de Santé publique France, Geneviève Chêne.

La Cour de justice de la République (CJR), dont la commission d'instruction agit comme un juge d'instruction et mène les investigations, est à l'origine de ces perquisitions. Ces opérations de police sont menées par les gendarmes de l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP) et de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI). Une information judiciaire a été ouverte en juillet 2020 pour « *abstention de combattre un sinistre* ». Elle s'appuie sur l'article 223-7 du Code pénal : « *Quiconque s'abstient volontairement de prendre ou de provoquer les mesures permettant, sans risque pour lui ou pour les tiers, de combattre un sinistre de nature à créer un danger pour la sécurité des personnes est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende* ». Du matériel informatique, des rapports non publics, des échanges

de courriels, etc. sont recherchés par les enquêteurs afin d'établir « *le degré de connaissance dont disposait le gouvernement, par exemple des alertes dont il n'aurait pas tenu compte. Les masques constituent le cas le plus emblématique* ».

Depuis le début de la crise sanitaire, près d'une centaine de plaintes contre des ministres ont été adressées à la CJR.

Parmi celles-ci figurent celles déposées par trois médecins membres du collectif C-19, collectif soutenu par plus de 600 membres des personnels de santé et représenté par maître Fabrice Di Vizio.

Ne préjugeons pas des décisions de la CJR et respectons le principe de la présomption d'innocence trop souvent mis à mal.

Mais, si selon l'article 68-1 de la Constitution de la Vème République, « *les membres du gouvernement sont pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et qualifiés de crimes ou délits au moment où ils ont été commis* » et « *sont jugés par la Cour de justice de la République* », l'histoire enseigne pourtant que celle-ci ne fut pas particulièrement sévère dans ses verdicts contre des ministres mis en cause dans différentes affaires. La clémence de décisions peu convaincantes de plusieurs d'entre elles trouverait-elle son origine dans sa composition : douze parlementaires et seulement trois juges professionnels ?! Tant de bonté dissimulée sous une couche de finasseries juridiques aux fins de contourner parfois des faits probants ne manque pas d'interpeller sur le bien-fondé de cette juridiction spéciale. Justice à deux vitesses ?

« *Je suis sous le choc ce matin* », dira le député LR du Haut-Rhin Jean-Luc Reitzer sans doute déjà choqué par la mise en examen de l'ancien dirigeant de son parti, Nicolas Sarkozy, pour « association de malfaiteurs » après avoir été mis en cause plusieurs fois, depuis mars 2018, pour « corruption », « recel de détournements de fonds publics », « financement illicite de campagne électorale » et placé sous contrôle judiciaire. Le président de l'UDI Jean-Christophe Lagarde n'est « *pas persuadé qu'on doive perdre du temps avec ça* » et ne croit « *pas à la responsabilité pénale des ministres dans cette affaire* ». « Normal » : même le président Macron n'est pas pénalement responsable du crime d'agression – reconnu, défini et précisé par le droit international – qu'il a perpétué en faisant bombarder la République arabe syrienne dans la nuit du

14 au 15 avril 2018. Son ami politique du RN, l'avocat-eurodéputé Gilbert Collard, y voit « *une vraie déclaration de guerre de la justice au pouvoir politique* » tandis que le député de France Insoumise Éric Coquerel approuve, déclarant qu'il « *ne trouve pas que ces perquisitions soient opportunes, il y a une judiciarisation de la vie politique. C'est plus une mise en scène qu'autre chose.* » Le Premier ministre LREM Jean Castex se joint à ce chœur de pleureuses en rendant un hommage appuyé à son « *sinistre* » de la Santé LREM : « *Il ne ménage ni son temps ni sa grande compétence. Et c'est un atout pour notre pays.* » Un « *atout* » qui coûte cher au pays, non ?

L'émoi du petit monde de la petite bourgeoisie parlementaire qui se plaint de « *la judiciarisation de la vie politique* » tient visiblement plus aux découvertes que pourraient bien faire les enquêteurs lors de leurs investigations qu'au verdict que rendra la CJR. Nous pourrions presque parier que celui-ci se résumera en une phrase : « *responsables, mais pas coupables* ». Cela ne vous rappelle rien ? Eux qui passent leur temps à faire de la nuit le jour et du jour la nuit, comment ne seraient-ils pas solidaires dans la débâcle face à leurs dissimulations, leurs mensonges et leurs manipulations ?

Très curieusement, le président Emmanuel Macron, qui siège au Conseil « *européen* » et fait appliquer à la France les décisions du Conseil de l'Union « *européenne* » et de la Commission « *européenne* », n'est pas mis en cause.

Or, en faisant organiser la réduction des services et des dépenses de santé publique au profit de grandes sociétés privées alors que la demande de soins est de plus en plus criante et urgente – qui plus est, en pleine crise sanitaire –, il est l'un des principaux responsables de ces décisions politiques qui mettent en danger la vie de millions de Français.

Le tout petit-petit budget de la Santé de la France voté par une majorité de parlementaires n'est pas un budget de la République fraternelle répondant aux besoins des Français. Ses grandes orientations sont décidées à l'étranger et privilégient les seuls intérêts financiers égoïstes de grandes sociétés privées, principalement anglo-saxonnes, au détriment de l'intérêt général. Ce qui s'appelle favoriser « *un sinistre de nature à créer un danger pour la sécurité des personnes* »...

Par cette enquête sur les « assassins financiers » et leurs protecteurs au pouvoir qui détruisent tous les fondements de notre protection sociale et dissolvent les liens qui nous permettent de faire société en tuant l'emploi salarié, nous apportons de nouveaux éléments nécessaires à la manifestation de la vérité.

Ceux-ci contribuent à éclairer sur les raisons pour lesquelles la crise sanitaire de la Covid-19 s'est développée et a été amplifiée de manière démesurée et mensongère. Aussi, les questions qui dérangent doivent être posées : quels en sont les responsables à Bruxelles et à Paris, comment trament-ils les faits et, surtout, au profit de qui ?

Jean-Loup Izambert & Claude Janvier

Octobre 2020

## **PRÉFACE**

### **BAS LES MASQUES !**

2020-2021 : l'heure est aux forts caractères et non pas aux timorés et aux soumis.

Avec Jean-Loup Izambert et Claude Janvier, nous tenons là deux personnages courageux, deux résistants à ce « terrorisme viral » qui nous est tombé dessus comme le ciel sur la tête en mars 2020.

Je vous invite vivement à lire ce livre qui vous ouvrira les yeux et vous permettra de mieux comprendre que ce virus est l'arbre qui cache la forêt du krach financier organisé par une oligarchie qui cherche par tous les moyens à s'enrichir sur le dos des peuples.

Ils ont pris le temps, en tant que vrais journalistes libres et indépendants, de rechercher derrière cet écran de fumée ce qui se trame réellement et ils nous livrent ainsi un témoignage saisissant sur cette immense manipulation mondiale.

Depuis la nuit des temps, pour gouverner les peuples, il faut utiliser la division et la peur.

Quoi de mieux qu'un virus grippal manipulé pour instiller la peur dans le cerveau des êtres humains ? Le piège est diabolique et presque parfait : on

montre en boucle des morts dans les réanimations en Chine, puis dans le nord de l'Italie, puis dans l'est de la France et enfin à Paris pour justifier des mesures liberticides inadmissibles dans nos démocraties : le confinement, qui est un véritable emprisonnement de toute la population, le rêve de tout dictateur, le rêve qu'a réalisé le grand patronat des sociétés transnationales en promouvant l'ancien employé de la Rothschild and Co. jusqu'à l'Élysée.

Et comment ont-ils réussi ce tour de force dans la plupart des pays qui ont confiné ? En instillant le virus de la peur qui est bien plus contagieux et dangereux que le fameux coronavirus, qui n'est finalement qu'un virus grippal qui n'a absolument pas augmenté la mortalité globale ! Car curieusement, depuis la fin 2019, lors des saisons grippales, plus personne ne semble mourir de la grippe, mais uniquement de la Covid-19 ! Et, de plus, beaucoup de personnes âgées sont mortes *avec* la Covid et non pas *de la* Covid.

Le « dictateur en herbe » de la République, pour justifier le confinement, avait répété dans son premier discours huit fois « nous sommes en guerre », mais une guerre sans masque, sans gel, et sans hydroxychloroquine, le seul médicament efficace avec l'azithromycine.

Peu coûteux, il permet de stopper la réplication virale.

Alors, pourquoi a-t-il été interdit de prescription aux médecins généralistes, les seuls à même de venir à bout de cette épidémie, ce qui est un véritable scandale sanitaire ?!

Oui, il s'agit bien d'une guerre, mais pas d'une guerre contre le virus, une guerre contre les peuples et ce virus sert d'écran de fumée pour masquer la triste réalité : une politique mondialiste qui vise à enrichir des transnationales au détriment des peuples avec un transfert colossal d'argent de la majorité vers une minorité.

Moi, Médecin et libre, je ne peux accepter que les classes moyennes et populaires disparaissent – c'était le combat légitime des Gilets jaunes en 2018, qui avaient vu juste, mais qui ont été honteusement réprimés et infiltrés par

des milices mondialistes, les blacks blocks et les anti-Fa – pour discréditer cette véritable révolution française populaire aux yeux des indécis.

Je ne peux accepter que des Médecins utilisent notre noble profession pour inculquer la peur et la panique dans le cœur de nos concitoyens : car la majorité des médecins des plateaux télé et du Conseil scientifique – qu'il faudrait plutôt appeler « Conseil pharmaceutique » tant, ainsi que l'a révélé le journaliste Étienne Girard dans *Marianne*, « plusieurs (de ses membres) ont des liens d'intérêts importants avec les laboratoires » – sont là pour vous apeurer, pour vous imposer le masque qui n'est qu'une muselière à streptocoques et staphylocoques.

La raison ?

Vous soumettre par des mesures liberticides et ensuite vous mener comme des moutons à la vaccination de masse qui ne sera qu'un moyen de plus d'enrichissement des mêmes transnationales de l'industrie pharmaceutique.

Qu'importe votre santé !

Pour ces transnationales, les profits engrangés passent bien souvent avant toute autre considération, ainsi que l'ont montré ces dernières décennies plusieurs affaires de corruption, de rapports truqués et autres actes délictueux et/ou criminels impliquant des laboratoires occidentaux : l'anglais GlaxoSmithKline (GSK), les français Sanofi, Pfizer ou Servier, le belge UCB-Pharma, le suisse Novartis, l'étasunien Lilly, les allemands Merck et Bayer, etc.

Le diagnostic est clair : nos élites ont trahi et devront être jugées pour haute trahison. Nous devons, comme Gandhi face à l'Empire britannique, désobéir civilement et pacifiquement et plus nous serons nombreux, plus le combat sera facile, et ce livre est une arme dans ce combat de communication face au lavage de cerveau de cette « dictature virale » en marche.

Des juges courageux ont retoqué des arrêtés préfectoraux disant que « *le masque était une atteinte grave à la liberté d'aller et venir, une atteinte grave à la dignité de la personne* », d'autant plus qu'aucune étude scientifique ne justifie le port du masque chez les bien portants qui représentent 99 % de la population.

Le mal ne progresse que par l'inaction des gens de bien.

C'est pourquoi je vous invite, lecteurs et lectrices, à diffuser ce livre autour de vous et à refuser de porter la muselière, refuser de vous faire vacciner pour une maladie qui n'est plus mortelle, sachant que le vaccin ne peut être scientifiquement réalisé de façon sérieuse, sûre et non toxique en moins de dix ans pour un virus qui mute tous les ans. Donc, ce vaccin est une arnaque de plus.

Renforcez vos défenses immunitaires de façon naturelle par une alimentation saine, une vie sociale harmonieuse. C'est également pour cela qu'il faut refuser la distanciation sociale, qui est aux antipodes de notre mode de vie.

Nous vivons une époque charnière où nous devons faire un choix : ou bien nous soumettre aux injonctions de la peur, du masque, du confinement et de la vaccination de masse qui est la fin de notre monde libre, ou bien résister en refusant le virus de la peur, en défendant nos libertés, en éteignant notre télé et en allumant notre cerveau.

La balle est bien dans le camp des hommes de bien.

Ne vivez pas couchés, mais comme des hommes debout.

N'ayez pas peur, défendez vos libertés !

Docteur Pascal Trotta

*Ancien Interne des Hôpitaux de Paris*

*Lauréat de la Faculté de Médecine de Paris*

*Médecin spécialiste Radiologue*

*Fondateur de l'Institut de Médecine Naturelle de Saint-Sébastien*

## CHAPITRE 1

### MACRONAVIRUS

**D**es liens très forts relient les 20,7 millions de Français qui ont élu Emmanuel Macron président de la République lors des élections présidentielles de mai 2017 au virus SRAS-CoV-2 et sa maladie, la Covid-19 : la souffrance, la misère et la mort.

En élisant un partisan de l'intégration de l'Union « européenne », et donc un partisan de la réduction des dépenses de santé publique ainsi que le recommande la Commission « européenne », un destructeur qui annonça vouloir supprimer 120 000 postes de fonctionnaires – 70.000 dans la fonction publique territoriale et 50 000 dans la fonction publique d'État – en cinq ans, un « guerrier » qui déclara lors de sa campagne présidentielle vouloir bombarder la Syrie et l'ordonna en avril 2018 suite à la demande du maître de la Maison Blanche, sans mandat de l'ONU et sans vote du Parlement, ces Français ont fait le choix de la mort contre celui de la vie.

Deux chiffres illustrent leur choix dans le budget de l'État français 2020 du gouvernement Philippe : 37,5 milliards d'euros pour la Défense et 1,14 milliard d'euros de crédits pour la mission « Santé » du ministère des

Solidarités et de la Santé !<sup>1</sup> À titre de comparaison, ce dernier était de 1,8 milliard d'euros en 2008 et de 1,4 milliard d'euros en 2019, soit l'un des derniers budgets de l'État français.

Maintenant, faut assumer !

Comblé, le ministère des Armées se félicite qu'« *au cours des trois dernières années, le budget du ministère des Armées aura ainsi bénéficié de 10 milliards d'euros de dépenses supplémentaires en cumul. En 2019, le budget avait déjà augmenté de 1,7 milliard d'euros. Avec un budget en croissance pour la troisième année consécutive, les engagements sont donc tenus. Les ressources de la Défense devraient augmenter au même rythme d'ici à 2022.*»<sup>2</sup>

Beaucoup moins choyée, la « sinistre » de la Santé, Agnès Buzyn, tente de faire croire par des annonces trompeuses dans les médias que le budget de la Santé augmente. Mais nous n'en sommes plus à un mensonge près avec cette nomenclatura gouvernementale de « compteurs de petits pois » qui prétend mettre la République en marche en bidouillant les réalités de demain avec les institutions et les idées d'hier. En fait, une nouvelle fois, le budget de la Santé est « *en diminution de 19,5 % par rapport aux crédits ouverts en loi de finances initiale pour 2019* », alerte, en novembre 2019, la sénatrice Corinne Imbert lors de la réunion de la commission des Affaires sociales du Sénat. Cette diminution de crédits est telle en regard des besoins que « *la mission "Santé" se trouve désormais confrontée à une véritable crise existentielle* », précise-t-elle<sup>3</sup>. Fermetures de structures de soins, fermetures de maternités, fermetures de services d'urgence, suppressions d'emplois, réductions drastiques de lits d'hôpitaux – 69 000 lits en moins en 15 ans !<sup>4</sup> –, privatisations de services, asphyxie du financement des hôpitaux... Alors que la tendance est à une demande plus forte et diversifiée de soins de qualité, le pouvoir politique, suivant les recommandations de la Commission « européenne », réduit encore

---

1. Sénat, Projet de loi de finances pour 2020 : Santé, Avis n° 143 (2019-2020) de Mme Corinne Imbert, fait au nom de la commission des affaires sociales, 21 novembre 2019.

2. Source : ministère français des Armées, [www.defense.gouv.fr](http://www.defense.gouv.fr), 30 septembre 2019.

3. Ibid. 1.

4. *Hospitalisation complète : 69 000 lits en moins en 15 ans !* par Anne Bayle-Iniguez, Le Quotidien du médecin, 3 juillet 2019.

les moyens financiers pour y répondre. Ne pouvant déjà plus faire face à de simples épidémies de grippe, la France va se trouver complètement démunie en décembre 2019 lorsque survient la pandémie du SRAS-CoV-2. Aussi, les Françaises et les Français qui ont confié leur voix à Emmanuel Macron, puis aux députés LREM pour les représenter afin qu'ils mettent en œuvre son programme politique de régression sociale, sont responsables de la dégradation continue du système de santé.

De même, ils sont responsables des conséquences qui en découlent, à savoir, pour la principale d'entre elles, une plus grande difficulté pour accéder aux soins. Ils sont, avec leurs représentants au Parlement et le gouvernement Philippe, les co-auteurs de la pire catastrophe sanitaire que la France ait connue depuis la pandémie grippale dite « grippe espagnole » de 1918. Exception faite des États-Unis, dont le système de santé publique est quasi inexistant et entre les mains de groupes privés, les pays les plus touchés par la pandémie en Europe seront ceux dirigés par des atlantistes qui consacrent des milliards d'euros à leur budget de guerre au détriment de celui du système de santé :

- Royaume-Uni (31 587 morts),
- Italie (30 395 morts),
- Espagne (26 478 morts),
- France (28 190 morts)<sup>5</sup>.

Il est un peu facile, comme le président Macron, de déclarer sur un ton solennel et ampoulé « *nous sommes en guerre* » et d'appeler à la « *mobilisation générale* »<sup>6</sup> alors qu'il a lui-même programmé la poursuite de la réduction du système de santé publique et créé les conditions supplémentaires de son désarmement et de sa démobilisation. Du « beau » travail !

---

5. Organisation Mondiale de la Santé, *Coronavirus disease (Covid19)*, Bulletin hebdomadaire 111, 10 mai 2020.

6. Allocution d'Emmanuel Macron, lundi 16 mars 2020.

## Vieux et malade ? Crevez !

La France est devenue un pays où, faute de professionnels et de structures de soins suffisantes, les malades sont triés pour être soignés par ordre de priorité, en fonction de leur âge, de la gravité de leur maladie, de leur chance de survie... Ainsi, tous les citoyens atteints d'une maladie, de la grippe ou de la Covid-19, ne peuvent être soignés. « *L'accès à la ventilation mécanique pour les patients en détresse respiratoire n'est en effet que la pointe émergée d'un continuum du rationnement des chances face à l'épidémie, qu'il faut regarder dans son ensemble* », observe, au mois de mars 2020, Frédérique Leichter-Flack, membre du comité d'éthique du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Et de préciser les raisons qui conduisent à cette situation : « *En amont, des hôpitaux chroniquement sous-dotés, ce qui ne laissait pas de marge pour accueillir l'imprévu ; un rationnement de pénurie des moyens de protection face au risque (masques et gels) ; un premier tri téléphonique opéré par la régulation du 15, qui envoie ou n'envoie pas à l'hôpital ; et, en aval, pour la suite, une réflexion à mener sur l'ordre de priorité de la distribution des médicaments et vaccins au fur et à mesure de leur production, quand ils seront trouvés...* »<sup>7</sup> À ce tri s'en ajoute un autre. Le système de santé ne pouvant faire face à l'épidémie de grippe, puis à la pandémie de la Covid-19, des citoyens qui devaient soit faire des analyses en laboratoire, des radiographies ou être hospitalisés en chirurgie pour des opérations voient leurs rendez-vous reportés de semaine en semaine. Pour attendre leur tour et supporter leurs maladies, nombre d'entre eux doivent recourir aux anti-douleurs, porter une sonde, etc. Rappelez-nous le nom de cette République dont les fondateurs se sont battus pour les droits de l'Homme et du citoyen et faire vivre la devise « Liberté, Égalité, Fraternité »...

Voilà le résultat de plus de trente années d'enchaînement à une construction « européenne » conçue et régentée par les représentants politiques des grands propriétaires privés de la finance et de l'économie qui ne cessent de privatiser

---

7. « *Le médecin qui trie les malades n'est pas là pour dire qui aura ou non droit à la vie, mais pour sauver le plus de vies possible* », par Frédérique Leichter-Flack, Le Monde, 16 mars 2020.

la société en s'attaquant au bien public. La « majorité-minorité » de Français qui a élu Emmanuel Macron président de la République en mai 2017 découvre les conséquences de son choix. Après avoir applaudi et voté pour son projet de « *réduction des dépenses publiques* » de 60 milliards d'euros et la suppression de 120 000 emplois publics sur le quinquennat, ils dégustent dans leur vie quotidienne les contrecoups de leur choix. Le problème étant que l'immense majorité ne voulait pas de cette politique également.

Avec un tel programme politique de privatisations et de nouvelles réductions des moyens dédiés aux missions essentielles de l'État, parmi lesquelles ceux du système de santé publique déjà défaillant, n'importe quel virus imprévu, un tant soit peu virulent, a de beaux jours devant lui. Et c'est le cas du coronavirus SRAS-Cov-2<sup>8</sup>.

Tout juste quelques 125 milliardièmes de mètre de dimension, 28 190 morts en France – 316 169 dans le monde – à la mi-mai 2020<sup>9</sup> et le voilà médiatiquement mieux traité que la plus célèbre des vedettes. C'est bien moins que les 31 226 personnes décédées dans les seuls mois de décembre 1969 et de janvier 1970 lors de la pandémie grippale dévastatrice qui passera presque complètement inaperçue. Celle-ci, bien qu'elle fasse un million de morts dont 40 000 en France<sup>10</sup>, n'a pas fait l'objet de grande campagne médiatique. Elle serait même complètement oubliée si deux statisticiens et épidémiologistes, Antoine Flahault et Alain-Jacques Valleron de l'Unité 707 de l'Inserm de l'Université Pierre et Marie Curie de Paris, n'avaient fait preuve de curiosité. S'intéressant, au début des années 2000, à des fichiers de mortalité conservés par l'unité CEPIDC (Centre épidémiologique sur les causes médicales de décès) de l'Inserm, ils vont pouvoir en déterminer l'ampleur exacte<sup>11</sup>.

---

8. Cov2 : le chiffre 2 pour le distinguer du coronavirus SRAS-Cov (syndrome respiratoire aigu sévère – SRAS) de 2002-2003, également apparu en Chine et dont sont décédées 774 personnes dans 30 pays.

9. OMS, *Coronavirus disease (COVID-19)*, Situation Report 120, 19 mai 2020.

10. Inserm, Dossiers d'information, *Grippe, Améliorer les moyens de lutte contre une maladie pas si banale*, 1<sup>er</sup> septembre 2017.

11. 1968. *La planète grippée*, par Corinne Bensimon, Libération, 7 décembre 2005.

En comparaison des épidémies de grippe – l’OMS relève chaque année de 3 à 5 millions de cas graves de grippe dans le monde, entraînant de 250 000 à 500 000 décès<sup>12</sup> –, le moins que l’on puisse dire est que le SRAS-CoV-2 (en anglais Severe Acute Respiratory Syndrome coronavirus, dont l’acronyme est SARS-Cov) a été l’objet d’un traitement de faveur dans les médias français, 24 heures sur 24 pendant plus de six mois. Fausses nouvelles et désinformation ont été de la partie dans les médias des milliardaires. À propriété privée des médias, information privée. « *Il faut que nous soyons bien d’accord qu’un directeur de journal a le droit de publier ce qu’il veut dans son journal* », dit un jour à l’un d’entre nous le rédacteur en chef d’un hebdomadaire parisien. Celui-ci avait pour mission impossible de tenter d’expliquer ridiculement le refus injustifié de la publication d’un reportage mettant en cause plusieurs hauts fonctionnaires et politiciens dans la protection de plusieurs membres d’une organisation criminelle. Preuves à l’appui. Et, comme pour le terrorisme, comme pour les véritables pollueurs de la planète, il en va de même avec les virus : les faits graves qui mettent en cause le pouvoir politique et ses soutiens ne doivent pas être rendus publics. Pratique, le virus. C’est scientifique, donc plus compliqué à expliquer. Le grand public n’y connaissant pas grand-chose de plus que les journalistes non spécialisés, le mieux, pour nombre de ces derniers, est de s’en tenir à la collecte de témoignages, à l’émotion et au drame. Audimat garanti. Comme le dira un jour le rédacteur en chef d’une agence de presse parisienne alors qu’il examine les clichés d’un reporter photo ayant couvert un important tremblement de terre aux portes ottomanes de l’Europe : « *Non, il faut des images plus fortes... Là, tu vois, c’est bon : il y a des morts, des corps d’enfants écrasés sous les décombres... Ça, c’est vendeur !* » Les acheteurs ? Les médias de la place de Paris. Reconnaissons qu’il y eut des actions fortement cotées au souk du « journalisme de marché ». Un peu comme pour la désinformation financière sur des entreprises pour préparer des opérations de Bourse. Quand la mort n’existe pas, des professionnels de l’intox l’inventent. Rappelez-vous.

---

12. Inserm, Dossiers d’information, *Grippe, Améliorer les moyens de lutte contre une maladie pas si banale*, 1<sup>er</sup> septembre 2017.

## L'opinion, ça se travaille...

Décembre 1989 : les médias occidentaux vous font pleurer sur « les charniers de Timisoara » qui auraient été découverts en Roumanie. Ceux-ci serviront de prétexte à une campagne de propagande médiatique infâme qui s'avérera dix ans plus tard élaborée depuis le quartier général de l'OTAN, à Bruxelles, sous direction de galonnés US. Franz-Olivier Giesbert, alors directeur des rédactions du *Figaro*, dénoncera le 17 avril 1999 « *un bourrage de crâne otanien* » et Marianne « *les excès inouïs d'une propagande répétitive* ».

1999 : L'OTAN et des services occidentaux lancent une grande campagne de désinformation destinée à discréditer le gouvernement de Belgrade et les Serbes. Les déclarations les plus grotesques de politiciens étasuniens et d'Europe occidentale sont reprises et relayées dans tous les médias occidentaux pour accuser Belgrade de se livrer à un « génocide » et à une « épuration ethnique ». Les Serbes commettent un « génocide », « *jouent au football avec des têtes coupées, dépècent des cadavres, arrachent les fœtus des femmes enceintes tuées et les font griller* », prétendit le ministre de la Défense allemand, le social-démocrate Rudolf Scharping qui n'est pas plus social que démocrate comme les réformistes de son engeance, dont les propos furent repris par plusieurs médias occidentaux : ils ont tué « *de 100 000 à 500 000 personnes* » (*TF1*, 20 avril 1999), incinéré leurs victimes dans des « *fourneaux, du genre de ceux utilisés à Auschwitz* » (*The Daily Mirror*, 7 juillet), etc. L'objectif est alors de neutraliser l'opinion publique et de justifier le bombardement de la République fédérale de Yougoslavie de mars à juin 1999 pour la dépecer<sup>13</sup>.

5 février 2003, ONU : le secrétaire d'État étasunien, Colin Powell, affirme : « *Il ne peut faire aucun doute que Saddam Hussein a des armes biologiques* » et « *qu'il a la capacité d'en produire rapidement d'autres* » en nombre suffisant, tels « *la peste, la gangrène gazeuse, le bacille du charbon ou le virus de la variole* » pour « *tuer des centaines de milliers de personnes* ». Ce discours

---

13. Lire sur le sujet l'enquête menée par les journalistes Serge Halimi et Dominique Vidal publiée sous le titre *L'opinion, ça se travaille...* éd. Agone, et *Trump face à l'Europe*, par Jean-Loup Izambert, IS Édition.

mensonger qui va servir de prétexte pour déclencher la guerre, l'invasion, l'occupation et le pillage de l'Irak, sera massivement repris et diffusé par les médias occidentaux. Aucun ne produira, et pour cause, la moindre image de ces « *armes biologiques de Saddam Hussein* », qui n'ont jamais existé.

2013 : les médias occidentaux, principalement étasuniens et français, déclenchent une campagne afin de discréditer le président et le gouvernement syriens en les accusant d'utiliser des armes chimiques. Celles-ci n'ont jamais existé, mais tout comme les introuvables « armes de destruction massive » de l'Irak, elles devaient également servir de prétexte pour bombarder la République arabe syrienne. Autre objectif : camoufler le soutien diplomatique, politique, logistique et militaire apporté depuis des années par des États occidentaux – principalement les États-Unis, l'Angleterre et la France avec l'OTAN – à des groupes terroristes<sup>14</sup>. Les dirigeants de plusieurs de ces groupes habillés en « représentants de l'opposition modérée » seront reçus à Washington, Londres et Paris qui mènent, médiatiquement, une « croisade contre le terroriste » en... l'armant militairement en sous-main. Les dirigeants étasuniens, anglais et français se serviront du même faux prétexte, embelli par les médias de ces pays, pour bombarder à nouveau la Syrie en avril 2018.

Comment le SRAS-CoV-2 n'aurait-il pas eu droit, lui aussi, à sa campagne médiatique même si, lors de différentes épidémies – le SRAS, le MERS et le ZIKA – il fut également prouvé que les versions officielles, que ces mêmes médias se sont empressés de diffuser, étaient complètement fausses ?

Rebelote avec le virus SRAS-CoV-2. Le petit virus fera l'objet d'un tapage médiatique sans précédent. En France, les lecteurs, téléspectateurs et auditeurs de médias vont être assaillis à longueur de jour, de semaines et de mois par un flot continu de nouvelles sur le virus et la maladie qu'il provoque.

Une étude menée par l'Institut national de l'audiovisuel (INA), qui a passé à la loupe près de 100 millions de mots, plus de 8 000 heures de programmes sur les chaînes d'information en continu et 400 heures sur les chaînes historiques, donne une idée de l'ampleur de cette campagne médiatique. Le but de cette

---

14. 56, tome 1, *L'État français complice de groupes criminels* et 56, tome 2, *Mensonges et crimes d'État*, par Jean-Loup Izambert, IS Édition.

étude conduite par Nicolas Hervé avec plusieurs intervenants était d'observer l'ampleur de la médiatisation du coronavirus sur différents supports (TV, agence de presse, presse et Twitter) et de la mettre en relation avec les événements-clés de la chronologie de cette épidémie, ainsi qu'avec un certain nombre de données extérieures (nombre de cas, cours de bourse)<sup>15</sup>. Principale conclusion : « *Une saturation de l'espace médiatique : depuis le début du confinement, canaux d'information en continu et AFP frôlent avec les 80 % de contenus publiés liés au coronavirus* ». À se demander, s'interrogent les analystes, s'il « *n'y a plus d'actualité en dehors du coronavirus à cause du confinement et de la mise à l'arrêt de la vie sociale ou bien n'y a-t-il plus d'espace médiatique disponible pour en parler ?* » Jamais un tel phénomène médiatique ne s'était produit, amplifié par le fait que les salles de rédaction parisiennes s'autoalimentent en boucle. Un sujet sort sur une chaîne de TV ? *Paris-Match* en fera sa prochaine une sous un angle d'attaque différent. Ce sujet d'actualité sera repris à son tour d'une autre manière par d'autres hebdomadaires et quotidiens que se partagent les sociétés transnationales de la finance et de l'économie. La pratique est assez courante dans certaines rédactions de voir des « journalaux » écrire un article à partir d'un ou de deux articles d'autres journaux. Ainsi que l'illustre Patrick De Carolis lors de l'une de nos rencontres à La Truffière aux livres de Rocamadour, pittoresque salon du livre du Lot, ces médias « *sont un peu comme un banc de poissons. Celui qui est en tête prend une direction et tous les autres le suivent aussitôt sans trop savoir pourquoi.* »

« *Les chiffres donnent le tournis* », indique Leïla Marchand dans *Les Échos*<sup>16</sup>. Il y a de quoi : « *Sur les chaînes d'info françaises, du lundi 16 mars au dimanche 22 mars, 74,9 % du temps d'antenne a été consacré au coronavirus et à ses conséquences. Cela représente un volume horaire quotidien moyen de 13 heures et 30 minutes par jour et par chaîne d'information (...) Du côté des JT des chaînes historiques, les auteurs constatent qu'ils en sont peu à peu venus à se*

---

15. *Coronavirus, Étude de l'intensité médiatique*, par Nicolas Hervé, INA, Service de la Recherche. Étude mise à jour dont la première version a été publiée le 24 mars 2020.

16. *Coronavirus : une couverture médiatique « sans précédent » dans l'histoire*, par Leïla Marchand, *Les Échos*, 25 mars 2020.

*consacrer dans leur “quasi-intégralité” au coronavirus. Et avec des audiences massives : certains jours, 15 à 20 millions de téléspectateurs quotidiens cumulés ont été recensés.* » Constat semblable pour la presse papier : du 1<sup>er</sup> janvier au 24 mars 2020, le coronavirus sera cité 254 765 fois dans les médias français et représentera 75 % des citations enregistrées entre le 1<sup>er</sup> et le 19 mars ! Il bat tous les records avec près de 19 000 articles par jour dans les seuls journaux, magazines et sites des médias français<sup>17</sup>. Mais ce n'est pas parce que vous avez eu droit à une telle déferlante médiatique continue pendant plusieurs mois sur la pandémie que vous avez été bien informés.

### **Danse macabre**

Chaque semaine, l'OMS fait le point sur la situation de la pandémie au niveau mondial, pays par pays. La plupart de ces données proviennent d'organismes officiels, d'organisations professionnelles ou internationales et sont donc considérées comme des faits crédibles et établis provenant de sources considérées comme *a priori* sérieuses. Pourtant, des informations diverses concernant les mêmes faits sont publiées au même moment.

Jugez plutôt : « *Coronavirus : 499 morts en 24 heures en France, plus de 5 500 cas graves* », titre *Le Figaro* le 31 mars 2020, qui écrit que « *la France compte désormais 3 523 décès depuis le premier mars. 52 128 cas de contamination au Covid-19 ont été confirmés, dont 5 565 cas nécessitent des soins lourds en réanimation* ». Le rapport journalier de l'OMS comptabilise le même jour 3 017 décès pour la France. « *Coronavirus : plus de 6 000 personnes en réanimation en France* », titre *Le Parisien* le lendemain en affirmant que « *la France a franchi le cap des 4 000 morts du coronavirus et a continué ce mercredi d'évacuer des malades pour soulager les régions les plus saturées* » (*Le Parisien*, 1<sup>er</sup> avril 2020). Le rapport journalier de l'OMS mentionne 3 514 décès. Le lendemain, *Challenges* indique que « *la France a enregistré 5 387 décès dus au*

---

17. *Évolution de l'occurrence « coronavirus » dans la presse depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020*, étude de Tagaday (ex-Press'edd). Analyse réalisée à partir d'un échantillon de 3 000 titres et sites des médias français. *Coronavirus : près de 19 000 articles chaque jour dans la presse française, un record*, par Cyril Petit, *Le Journal du Dimanche*, 21 mars 2020.

*coronavirus depuis l'apparition de l'épidémie, dont 4 503 dans les hôpitaux* » (Challenges.fr, 2 avril 2020). L'OMS en récapitule 4 019 à la même date, soit quand même 1 368 de moins... Le jour suivant *L'Obs* reproduit le communiqué du directeur général de la Santé, Jérôme Salomon, qui « *annonce ce soir un bilan humain de 6 507 morts en France* » (*Coronavirus : plus de 6 500 morts en France dont 1 sur 5 en EHPAD, L'Obs avec l'AFP*, 3 avril 2020, 8 h 36). L'OMS en indique 4 490 dans son rapport journalier du 3 avril, soit 2 017 de moins<sup>18</sup>... Puis, deux jours plus tard, pour *Le Journal des femmes* « *en France, l'épidémie est de plus en plus meurtrière avec 7 560 décès (1 053 de plus que la veille), dont 2 028 dans les EHPAD* » (*Le Journal des femmes*, 5 avril 2020). Le même 5 avril 2020, *LCI* rapporte que « *la Direction générale de la santé (DGS) a comptabilisé 2 189 décès rattachés au COVID-19, dans les EHPAD et établissements médico-sociaux. On dénombre également 5 889 morts en hôpital. Depuis le début de l'épidémie, on recense 8 078 décès dans notre pays* ». Or, pour ce même jour, le nombre total de décès recensés sur la France par l'OMS depuis le début de l'épidémie est de 7 546...

En lisant cette profusion de chiffres contradictoires, ressentez-vous une grande confusion mentale ? Si oui, rassurez-vous, cela signifie que vous êtes en bonne santé.

Les chiffres sont donc très approximatifs et le travail des journalistes difficile, car entre les discours mensongers de membres du gouvernement et de hauts fonctionnaires, les différences d'appréciation de scientifiques et les avis souvent divergents de professionnels de la santé, il n'est pas toujours facile de s'y retrouver. Plusieurs causes ont pour effet de provoquer des différences entre les chiffres annoncés par les médias (nombre de personnes infectées, de personnes en réanimation, soignées ou décédées) et la réalité de la situation.

L'Inserm indique que « *la définition des cas suspects de Covid-19 évolue avec le temps et la propagation de l'épidémie. De plus, les critères varient d'un pays à l'autre* »<sup>19</sup>. Voilà qui complique singulièrement l'obtention de données fiables

---

18. OMS, *Coronavirus disease 2019 (COVID-19)*, Situation report-74, 3 avril 2020.

19. « *Fake news* » et désinformation autour du coronavirus SARS-Cov2, Inserm, 23 mars 2020.

auprès des organismes officiels, tout particulièrement si « *les critères varient d'un pays à l'autre* ». Du coup, les chiffres publiés par l'OMS dans ses rapports journaliers sur l'évolution de la pandémie, chiffres collectés auprès des organismes officiels nationaux, ne correspondent déjà plus à l'exacte réalité. Il s'agit d'une évaluation au plus proche de la réalité, et encore... Reste que les bulletins épidémiologiques de l'OMS sur la pandémie sont les plus clairs et permettent de visualiser immédiatement les principales données sur la maladie région par région, pays par pays et de manière globale. À l'opposé, le bulletin épidémiologique de Santé publique France<sup>20</sup>, publié hebdomadairement, s'il est assez précis et riche dans la description des maladies et leur évolution, n'est pas forcément pratique pour les journalistes. Il faut souvent aller chercher entre les lignes des différents chapitres comprenant de nombreux éléments des informations essentielles comme le nombre de personnes infectées et décédées, dans quelles situations et les comparaisons avec les périodes précédentes. Et encore, ces données nationales pourtant importantes ne sont la plupart du temps même pas indiquées... Cette conception rédactionnelle sera à l'origine de nombreuses erreurs. Ainsi, par exemple, une dépêche de l'AFP qui sera reprise par plusieurs médias annoncera le 4 mars que depuis le début de la saison grippale 2019-2020, « *la grippe saisonnière a fait 72 morts en France* ». En réalité, il ne s'agit pas du total des décès imputables à la maladie, mais des seuls « *décès parmi les cas admis en réanimation* ». Voilà qui change les faits quand on sait que la plus grande partie des décès survient à domicile, dans les hôpitaux hors service réanimation, dans les maisons de retraite et dans les Ehpad.

S'ajoute à cette relative exactitude le délai qui peut s'écouler entre la collecte des informations, la rédaction d'un article, sa transmission à la rédaction et la publication de la dépêche, de l'article ou la programmation d'une émission.

Concernant la Covid-19, en une journée, plus de 500 décès supplémentaires peuvent apparaître dans les statistiques. À titre d'exemple, les rapports quotidiens de l'OMS indiquent 10 313 morts pour la France du début de la

---

20. [www.santepubliquefrance.fr](http://www.santepubliquefrance.fr)

pandémie au 8 avril et 10 853 le lendemain, soit 540 de plus en moins de 24 heures<sup>21</sup>.

Alors qu'en est-il vraiment de la propagation du virus SRAS-CoV-2 ?

FIN DE L'EXTRAIT

*Il vous reste 91% à lire sur la version complète du livre !*

---

21. OMS, *Coronavirus disease (COVID-19)*, Situation report 79 et Situation report 80.